RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
UNITÉ TECHNIQUE D'EXÉCUTION

PROJET « AMÉLIORATION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE PAR L'AGRICULTURE DURABLE, LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE LOCALE ET DES RÉGIMES ALIMENTAIRES SAINS (EFOSE) »
FONDS INTERNATIONAL POUR LE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE (FIDA)
SCI-CC-EFOSE-022
RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL POUR LE POSTE DE SPÉCIALISTE AGROBUSINESS, ENTREPRENEURIAT ET ACCÈS AUX MARCHÉS POUR LE PROJET « EFOSE »

APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
(*CONSULTANTS INDIVIDUELS)*

RECTIFICATIF À L'AVIS PUBLIÉ LE MERCREDI 7 OCTOBRE 2026 AU NUMÉRO 42575 DU JOURNAL LE NOUVELLISTE ET SUR LE SITE JOBPAW.COM

---

1. Le Gouvernement de la République d'Haïti a obtenu du fonds international de développement agricole (FIDA) un financement destiné à couvrir le coût du Projet d'amélioration de la sécurité alimentaire par l'agriculture durable, le développement de l'économie locale et des régimes alimentaires sains (EFOSE), Accord de DON No 2000005176 et l'Unité Technique d'Exécution du Ministère de l'Économie et des Finances, en charge de la mise en œuvre du Projet, envisage d'en faire partiellement usage pour s'adjoindre des services d'un consultant individuel au titre du poste de « ***Spécialiste en agrobusiness, entrepreneuriat et accès aux marchés ».***

   L'utilisation de fonds du FIDA est soumise à l'approbation de ce dernier, selon les modalités et conditions que prévoit l'accord de financement et conformément aux règles, politiques et procédures du FIDA. Le FIDA et ses agents, mandataires et employés sont dégagés de toute responsabilité concernant les actions en justice, procédures, réclamations, demandes, pertes et obligations en tout genre et de toute nature qu'une quelconque partie invoquerait dans le cadre du **« projet d'amélioration de la sécurité alimentaire par l'agriculture durable, le développement de l'économie locale et des régimes alimentaires sains (EFOSE) »**.

2. La mission du spécialiste comprend **la planification, l'organisation et le suivi de la mise en œuvre de la Composante 2 du projet, principalement la *sous-composante 2.2. – Soutien aux entreprises de production, de transformation et de commercialisation d'intrants et de produits. La durée de cette activité est de douze (12) mois renouvelable si les performances du/de la spécialiste sont jugées satisfaisantes.***

3. Le présent appel à manifestation d'intérêt fait suite à l'avis général de passation de marchés publié dans le journal le nouvelliste dans la parution du **6 juin 2025** pour les dix-huit premiers mois du Projet **EFOSE.**

4. Nous attirons l'attention des consultants intéressés sur la Politique du FIDA en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme[1] et sur la Politique révisée du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans ses activités et opérations[2]. Cette dernière énonce les dispositions arrêtées par le FIDA concernant les pratiques répréhensibles. Le FIDA s'efforce par ailleurs de faire en sorte que ses activités et opérations se déroulent dans un environnement de travail sain, à l'abri de tout harcèlement, notamment sexuel, et de toute exploitation ou atteinte sexuelle, comme le précise sa Politique en matière de prévention et répression du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles[3]. En soumettant le présent document, vous certifiez avoir lu et compris la Politique de confidentialité du FIDA, et acceptez d'être liés par celle-ci[4].

5. Les consultants intéressés ne peuvent être en situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou raisonnablement perceptible comme tel. Tout soumissionnaire qui serait en pareille situation sera écarté, sauf approbation expresse du Fonds. Un conflit d'intérêt est présumé exister dès lors que les consultants a) entretiennent des relations qui leur permettent d'avoir indûment connaissance d'informations non divulguées concernant ou affectant le processus de sélection et l'exécution du marché, ou b) ont des liens professionnels ou familiaux avec un membre du conseil de direction du client ou du personnel de ce dernier, avec le Fonds ou ses agents, ou avec quiconque a pris ou pourrait raisonnablement prendre part, directement ou indirectement, à i) l'établissement du présent appel à manifestation d'intérêt, ii) au processus de sélection pour le marché concerné, ou iii) à l'exécution dudit marché. Les consultants sont en permanence tenus de faire état de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou raisonnablement perceptible comme tel qui apparaîtrait lors de l'établissement de la manifestation d'intérêt, du processus de sélection ou de l'exécution du marché. La non-divulgation de telles situations peut notamment entraîner l'exclusion du consultant, la résiliation du marché ou toute autre mesure appropriée en application de la Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations.

6. Les règles ci-après relatives aux conflits d'intérêts devront s'appliquer au recrutement, au sein de l'équipe proposée par le consultant, d'agents de la fonction publique ou de membres du personnel du client :

   a) Aucun membre du conseil d'administration du client ni aucun membre du personnel qu'il emploie actuellement (à temps partiel ou à plein temps, rémunéré ou non, en congé ou non, etc.) ne peut être proposé pour travailler, ni travailler, ni comme consultant ni pour le compte d'un consultant;

   b) Sous réserve des dispositions de la clause 8.6 d), aucun agent de la fonction publique actuellement en poste ne pourra travailler comme consultant ni pour le compte d'un consultant au sein de son propre ministère, service ou organisme ;

---

[1] Cette politique est exposée dans le document consultable à l'adresse suivante: https://www.ifad.org/fr/document-detail/asset/41942012
[2] Cette politique est exposée dans le document consultable à l'adresse suivante: https://www.ifad.org/fr/document-detail/asset/40189695
[3] Cette politique est exposée dans le document consultable à l'adresse suivante: https://www.ifad.org/fr/document-detail/asset/40738506
[4] Cette politique est exposée dans le document consultable à l'adresse suivante: https://ifad.org/fr/privacy.

c) Un ancien agent de la fonction publique ou un ancien employé du client pourra être recruté pour la prestation de services destinés à son ancien ministère, service ou organisme, sous réserve qu'il n'existe aucun conflit d'intérêts ;

d) si un consultant présente, dans sa proposition technique, un agent de la fonction publique comme membre de son personnel, celui-ci doit disposer d'une attestation écrite de l'Administration confirmant: i) que l'intéressé sera en congé sans solde à compter de la date de soumission officielle de la proposition et le restera jusqu'à la fin de sa mission auprès du consultant, et qu'il est autorisé à travailler à plein temps en dehors du poste officiel qu'il occupait; ou ii) que l'intéressé démissionnera ou prendra sa retraite au plus tard à la date de l'attribution du marché. Les personnes visées aux points i) et ii) ne pourront en aucun cas être chargées d'approuver l'exécution du présent marché. Le consultant devra joindre cette attestation à la proposition technique qu'il remettra au client.

e) Si un consultant envisage de faire appel aux services d'une personne à laquelle s'appliquent les clauses 8.6 a) à 8.6 d) des instructions à l'intention des consultants, et qui aurait quitté le client depuis moins de douze (12) mois avant la date du présent appel à propositions, il devra obtenir du client un avis écrit de non-objection avant de pouvoir soumettre sa proposition.

7. L'Unité Technique d'Exécution du Ministère de l'Économie et des Finances invite à présent les consultants individuels ("les consultants") éligibles à manifester leur intérêt pour la fourniture des services en question. Les consultants intéressés sont tenus de fournir, sous la forme d'un curriculum vitae, des informations attestant qu'ils possèdent les qualifications requises et l'expérience nécessaire en la matière pour dispenser ces services. Les consultants seront sélectionnés selon la méthode de sélection de consultants individuels exposée dans le Guide pratique de passation des marchés consultable sur le site web du FIDA, à l'adresse suivante: https://www.ifad.org/fr/project-procurement. Il sera procédé à des entretiens dans le cadre du processus de sélection.

8. Les candidats devront remplir les conditions suivantes :

- ✓ Être titulaire d'un diplôme de master ou équivalent dans l'un des champs d'étude suivants : agronomie, agroéconomie, gestion des affaires, gestion d'entreprise économie, entrepreneuriat ou tout autre domaine pertinent en lien avec la mission.
- ✓ Justifier d'une expérience générale d'au moins sept (7) ans dans l'un des domaines susmentionnés ;
- ✓ Posséder une expérience spécifique pertinente en élaboration de plans d'affaires et/ou montage de petites et moyennes entreprises (au moins cinq (5) mandats/missions) ;
- ✓ Expérience de travail avec le secteur privé et les autres acteurs intervenants en milieu rural, notamment les groupes, associations et organisations communautaires, les entreprises rurales, les organisations de la société civile, les chambres de commerce, les collectivités territoriales, etc. (au moins trois (3) mandats/missions) ;
- ✓ Expérience solide dans la préparation et la conduite de formations des adultes, avec plusieurs expériences réussies (au moins trois (3) formations) ;
- ✓ Excellente connaissance des zones d'intervention du projet et compréhension des réalités socio-économiques locales ;
- ✓ Compréhension des indicateurs de performances en rapport avec l'autonomisation économique et financière, l'accès aux facteurs de production et aux marchés ;
- ✓ Bonne compréhension à l'approche d'équité entre genres ;

- ✓ Excellente connaissance du français et du créole ;
- ✓ Une bonne connaissance de l'anglais et/ou de l'espagnol serait un atout ;
- ✓ Maîtrise des logiciels bureautiques (traitement de textes, tableurs, présentations)
- ✓ Maîtriser au moins un (1) logiciel de gestion de projets
- ✓ Avoir un sens élevé de l'éthique ;
- ✓ Être capable de travailler en équipe et de s'adapter à un environnement de travail dynamique ;
- ✓ Avoir de solides compétences en communication et animation de groupes ;
- ✓ Avoir une bonne capacité d'analyse, de rédaction et de synthèse ;
- ✓ Faire preuve d'une capacité à planifier et à organiser son travail ;
- ✓ Capacité à travailler sous pression ;
- ✓ Capacité à produire des résultats dans les délais impartis ;
- ✓ Faire montre d'une capacité analytique très poussée en vue d'apporter des solutions appropriées ;
- ✓ Sens de l'organisation, communication, analyse et observation.

Pour de plus amples informations, consultez le site de l'UTE/MEF https://www.ute.gouv.ht/) ou le lien https://www.ute.gouv.ht/wp-content/uploads/2026/10/20260803-ami-sci-cc-efose-022-dsci-recrutement-dun-specialiste-agribusiness.docx donnant accès au modèle de CV et au dossier de recrutement.

9. Toute demande d'éclaircissements concernant le présent appel à manifestation d'intérêt devra être envoyée par courriel à l'adresse ci-après ***passation.marches@ute.gouv.ht*** ***le 30 octobre 2026 à 3h p.m. au plus tard***. Le Client répondra à toutes les demandes d'éclaircissements avant le ***4 novembre 2026 à 3h p.m.***
10. Les manifestations d'intérêt présentées sous la forme de Curriculum vitæ (CV) doivent être remises en un seul document PDF comprenant :

- Une lettre de motivation signée ;
- Un curriculum vitae détaillé selon le modèle que l'UTE propose dans le dossier ;
- La photocopie des diplômes, attestations et certificats pertinents ;
- Une lettre de référence.

Le dossier doit être transmis sous forme écrite à l'adresse ci-dessous (en personne ou par courriel) **le 6 novembre 2026** à **11h00 a.m.** au plus tard, en version numérique sur le mail passation.marches@ute.gouv.ht avec la mention « Candidature de (nom du candidat) pour le poste de ***Spécialiste en agrobusiness, entrepreneuriat et accès aux marchés*** pour le projet **EFOSE** (***Réf. SCI-CC-EFOSE-022)*** » ou par dépôt physique à l'adresse ci-après.

Unité Technique d'Exécution
Ministère de l'Economie et des Finances
12B, Rue Latortue, Musseau,
Port-au-Prince, Haïti, HT 6120